

- scholend voor buitengewoon onderwijs van type 7;
- lesgevers Vlaamse Gebarentaal;
- tolken Vlaamse Gebarentaal;
- taalkundigen met expertise op het vlak van gebarentaalonderzoek.

Bij de samenstelling van de commissie streeft de Vlaamse Regering naar een grote vertegenwoordiging van Dove personen en Vlaamse Gebarentaalgebruikers. Minstens de helft van de leden zijn Dove personen, tenzij onvoldoende Dove personen zich kandidaat hebben gesteld.

Ten hoogste twee derde van de leden zijn van hetzelfde geslacht.

Bij de selectie van de leden houdt de minister rekening met hun beleidsadviserende capaciteit.

Bij de samenstelling van de commissie streeft de minister ernaar om de etnisch-culturele diversiteit in de samenleving te weerspiegelen.

Commissieleden worden benoemd voor een periode van vier jaar en hebben een verlengbaar mandaat.

De leden van de commissie oefenen hun functie uit in volledige onafhankelijkheid van de overheid. Het lidmaatschap van de commissie is daarom uitgesloten voor volgende personen:

— Mandatarissen in het Europees Parlement, de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Vlaams Parlement en het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

— Ministers of staatssecretarissen en kabinetsleden van ministers of staatssecretarissen.

— Personeelsleden van een departement of agentschap van de Vlaamse overheid dat in een hiërarchische verhouding staat tot de minister of ministers bevoegd voor de aangelegenheden waarover de commissie zich moet buigen.

Wijze van kandidaatstelling

Kandideren gebeurt door middel van een (aangetekend) schrijven. Dit schrijven bevat relevante bevoegdheden of (beroeps)ervaring, een motivering voor de kandidatuur en eventueel een vermelding van de categorie waartoe de kandidaat behoort.

Kandidaturen worden bezorgd aan de administratie op volgend adres:

Agentschap voor Sociaal-cultureel Werk

voor Jeugd en Volwassenen

t.a.v. Bart De Boiserie

Arenbergstraat 9 - 4e verdieping

B-1000 BRUSSEL

De uiterste indiendatum voor kandidaturen is 29 februari 2008 (poststempel geldt als bewijs).

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2008/200086]

30 OCTOBRE 2007. — Circulaire ministérielle n° ESO/1/2007 destinée à tous les exploitants de prises d'eau potabilisable (titulaires de permis d'environnement de prise d'eau de catégorie B) et à tous les exploitants de prises d'eau non potabilisable importantes (titulaires de permis d'environnement de prise d'eau de catégorie B non potabilisable et de catégorie C d'une production moyenne supérieure à 1 000 m³/jour), situées en Région wallonne

La présente circulaire figurera désormais en annexe de tout nouveau permis d'environnement délivré pour les prises d'eau visées ci-dessus.

OBJET : Transmission des données environnementales relatives aux eaux souterraines, aux eaux de surface potabilisables et aux zones de protection des captages.

Remarques préliminaires importantes :

1. La présente circulaire s'applique dès que la prise d'eau est en activité même si, pour une raison quelconque, le permis d'environnement y relatif n'a pas encore pu être délivré.

2. Le permis d'environnement peut prévoir des dispositions plus strictes que celles de la présente circulaire.

3. Chaque volume mentionné dans la suite de ce document est le volume annuel réellement produit par l'ouvrage de prise d'eau et non le volume maximal autorisé.

SECTION 1^{re} : Le "SURVEY NITRATE"

La présente section abroge et remplace la circulaire ESO/1/2003, en vue d'une mise en concordance avec les modifications des dispositions du Code de l'Eau relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. (l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture, en application de la Directive européenne 91/676/CEE).

L'attention des exploitants est attirée sur la nécessité de respecter les dispositions de l'article R.226. § 1^{er} du Code de l'Eau qui stipule :

Art. R. 226. § 1^{er}. Afin de désigner les zones vulnérables, d'en réviser la liste établie et d'évaluer l'efficacité des mesures générales des programmes y afférant, une surveillance générale de la teneur en nitrate dans les eaux, appelée "survey nitrate", est organisée par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, de la façon suivante :

1° la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, établit un réseau de surveillance du nitrate dans les eaux de surface et dans les eaux souterraines qu'elle complète par les renseignements fournis par les producteurs d'eau;

2° sans préjudice des dispositions de la section 2) de la partie II de l'annexe IV du Code de l'Eau intitulée "surveillance de l'état chimique des eaux souterraines", les exploitants de prises d'eau souterraine potabilisable situées en zone vulnérable, effectuent à la fréquence prévue au tableau repris en annexe XXVIII les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrite et nitrate (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre); ils fournissent les résultats des analyses relatives à une année à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre;

3° les exploitants de prises d'eau de surface potabilisable effectuent à la fréquence prévue à la section 5) de la partie I de l'annexe IV du Code de l'Eau, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute aux points de prélèvement et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrite et nitrate (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre); ils fournissent les résultats des analyses relatives à une année à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre.

a. Prises d'eau visées

Sont concernées les prises d'eau potabilisable (eau destinée à la consommation humaine via le réseau public de distribution, eau embouteillée, eau destinée à la fabrication de boissons) situées en zone vulnérable, ou non situées en zone vulnérable lorsque le permis d'environnement prévoit une disposition concernant le survey nitrate.

b. Point de prélèvement

Des échantillons représentatifs de l'eau brute sont prélevés pour chaque prise d'eau.

Les échantillons d'eau traitée ou embouteillée pourront être considérés comme représentatifs de l'eau brute s'il s'agit de traitements n'affectant pas de manière significative les concentrations en nitrate, nitrite et azote ammoniacal et à la condition expresse que l'eau provienne d'une seule prise d'eau.

Peuvent cependant être assimilés à une seule prise d'eau :

- une batterie de puits situés dans un cercle de rayon n'excédant pas 1 kilomètre, qui sollicitent le même aquifère et qui forment un site d'exploitation pour lequel le volume global produit aboutit et est mesuré en un seul point de convergence;
- un ensemble de petites sources voisines réunies en un seul point de convergence où le volume total capté est inférieur à 100 m³/jour.

En outre, ces batteries de puits et ces ensembles de petites sources voisines peuvent être assimilés à une seule prise d'eau si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la concentration en nitrate de chaque puits ou source, mesurée pendant 4 trimestres successifs, a donné des valeurs inférieures à 25 mg/litre;
- un échantillon représentatif du mélange peut effectivement être prélevé.

Dans le respect des prescriptions émanant des réglementations en vigueur, l'Administration peut demander ou admettre un échantillonnage adapté à certaines situations spécifiques du point de vue de la particularité de certains aquifères, de la densité du réseau de surveillance ou de l'environnement des prises d'eau (notamment dans le cas où un facteur nouveau susceptible de modifier la teneur en nitrate a été constaté).

a. Fréquence et périodicité des analyses

Compte tenu d'une consommation individuelle de 100 litres par jour, la fréquence des analyses prévue à l'annexe XXVIII du Code de l'eau est au minimum la suivante :

Volume d'eau produit en milliers de m ³ /jour	Nombre de prélèvements/an
Inférieur à 1	4
1 à 3	8
Supérieur à 3	12

Les prélèvements doivent être effectués à intervalles réguliers; par exemple la fréquence de 4 prélèvements par an correspond à la réalisation d'une analyse tous les trimestres.

En fonction des résultats observés et dans le respect des prescriptions émanant des réglementations en vigueur, l'Administration peut accorder une diminution de la fréquence annuelle de prélèvement. L'Administration peut en outre imposer un suivi continu en dehors des zones vulnérables si un facteur nouveau susceptible d'accroître la teneur en nitrate a été constaté.

Les sites non échantillonnés pendant une période de plus d'une année doivent être systématiquement justifiés (abandon de captage, mise en réserve, arrêt provisoire).

Aucun prélèvement n'est obligatoire pour une prise d'eau hors service; toutefois les prises d'eau gravitaires doivent rester accessibles à l'Administration pour pouvoir si nécessaire compléter la surveillance.

b. Format des données

Afin de faciliter l'échange de données et de gagner du temps lors du traitement des informations, les résultats de mesure seront encodés sur support informatique, de préférence sous format EXCEL ou sous un autre format compatible.

La structure de ce fichier type EXCEL est la suivante :

Colonne	A	B	C	D (masquée)	E (masquée)	F	G	H
Nom du Champ	CAPTAGE	CODE RW	DATEPR	LABO	DATEAN	NITRATE	NITRITE	AMMONIUM
Format	Texte	Entier (7 chiffres)	Date (jj-mmm-aa)	Texte	Date (jj-mmm-aa)	Nombre	Nombre	Nombre
Décimales	-	0	-	-	-	1	2	2
Description	Nom usuel de l'ouvrage (tel que déclaré)	Code de l'ouvrage donné par la DGRNE	Date du prélèvement	Sigle du laboratoire	Date de l'analyse	Valeur mesurée en mg NO ₃ par litre	Valeur mesurée en mg NO ₂ par litre	Valeur mesurée en mg NH ₄ par litre
Exemple (ligne 1)	CAPTAGE	CODE RW	DATEPR	LABO	DATEAN	NITRATE	NITRITE	AMMONIUM
Exemple (ligne 2)	Grapfontaine drain 4	6743007	02-fev-03	SWDE	03-fev-03	15,1	0,00	0,00
Exemple (ligne 3)	Grapfontaine drain 4	6743007	04-mai-03	SWDE	05-mai-03	12,7	0,00	0,07
Exemple (ligne 4)	Grapfontaine drain 4	6743007	07-aou-03	SWDE	07-aou-03	10,7	0,00	0,07
Exemple (ligne 5)	Grapfontaine drain 4	6743007	10-nov-03	ISSEP	12-nov-03	11,5	0,00	0,05
Exemple (ligne 6)	Etc...							

Un formulaire adéquat est téléchargeable à l'adresse <http://environnement.wallonie.be/> à la rubrique EAU puis en cliquant sur le lien FORMULAIRES.

Le code de l'ouvrage de la Région wallonne (CODE RW) correspond aux banques de données de la Direction des Eaux souterraines. Il peut être obtenu par simple demande à l'adresse DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

Les résultats donnés pour inférieurs à la limite de détection sont remplacés par la valeur "zéro".

Les concentrations de nitrate, de nitrite et d'ammonium sont mesurées dans un laboratoire par spectrophotométrie d'absorption moléculaire ou par toute autre méthode pertinente acceptée par l'Administration et permettant d'obtenir des résultats comparables; les limites de quantification maximales admissibles sont celles du tableau de l'annexe XI de la partie réglementaire du Code de l'Eau.

L'exploitant a l'opportunité de créer un seul tableau pour tous ses ouvrages, ou, lorsque le nombre d'ouvrages n'est pas excessif, d'utiliser une feuille de calcul par ouvrage (dans ce cas il est recommandé de conserver l'historique des résultats).

L'exploitant est évidemment libre de créer, comme il l'entend, une grille ou un programme d'encodage, à condition qu'il soit compatible avec le format défini ci-dessus moyennant un minimum de manipulations.

c. Transfert des données à l'Administration

Se reporter à la Section 3

SECTION 2 : LA SURVEILLANCE GENERALE

La présente section précise les modalités de collecte et de transfert vers l'Administration des données environnementales requises par les articles 43bis et suivants du Code de l'Eau (arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007 relatif à la surveillance de l'état des eaux de surface potabilisables, des eaux souterraines et de certaines zones protégées, en application de la Directive européenne cadre de l'eau 2000/60/CE).

L'attention des exploitants est attirée sur la nécessité de respecter les dispositions de l'article R.43bis du Code de l'Eau qui stipule :

Art. R.43bis. En ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines, les données nécessaires comportent deux origines :

- le réseau des producteurs, qui réunit les sites de contrôle dont le suivi échoit à certains titulaires de prises d'eau et dont les résultats sont régulièrement transmis à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau; sont sujettes à cette surveillance, toute prise d'eau souterraine potabilisable en activité et dont le volume annuel produit dépasse le seuil de 36 500 m³ (100 m³ en moyenne journalière), et toute prise d'eau non potabilisable en activité et dont le volume annuel produit dépasse le seuil de 365 000 m³ (1 000 m³ en moyenne journalière). L'obligation de réaliser des analyses s'applique dès l'année qui suit le dépassement du seuil précédent ou spécifié ci-dessous, et la non-délivrance du permis d'environnement relatif à la prise d'eau ne suspend pas cette obligation;

- le réseau patrimonial, qui réunit des sites de contrôle où sont implantés des piézomètres, des sources ou d'autres catégories de prises d'eau que celles visées au paragraphe précédent; conformément à l'article D.20, la mission d'exploitation du réseau patrimonial peut être confiée à un organisme sur base d'un cahier des charges fixé par le Ministre sur proposition de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau.

A partir des sites disponibles et des données ainsi collectées, le réseau principal de surveillance, représentatif des masses d'eau souterraine, est conçu par les spécialistes en hydrogéologie de manière à :

- fournir une estimation fiable de l'état quantitatif de toutes les masses ou tous les groupes de masses d'eau souterraine, y compris une évaluation des ressources disponibles en eau souterraine;

- fournir une image cohérente et globale de l'état chimique des masses d'eau souterraine de chaque bassin hydrographique et permettre de détecter la présence de tendances à la hausse à long terme de la pollution induite par l'activité anthropique.

Ce réseau et la méthodologie nécessaire à sa conception sont approuvés par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau.

L'autorité de bassin inclut, dans le plan de gestion une ou plusieurs cartes indiquant le réseau principal de surveillance de l'eau souterraine.

Les sites de contrôle non retenus pour le réseau principal sont utilisés en vue de contrôles additionnels ou d'enquête, notamment pour l'évaluation de l'état des zones protégées, l'observation de situations locales particulières et la surveillance des établissements classés.

Le contenu, les procédures et les dispositions techniques nécessaires à la surveillance des eaux souterraines sont déterminés à l'annexe IV.II du Code de l'Eau, à laquelle les conditions particulières à chaque permis d'environnement de prise d'eau doivent désormais se conformer.

La présente circulaire précise les modalités de transmission des résultats conformément

- au point e) de l'annexe IV.II 1) Surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines :

e) Transmission des résultats.

Les résultats du réseau des producteurs sont transmis par chaque producteur à l'administration compétente pour chaque année où des mesures ont été effectuées, au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre.

Les résultats de certains sites de contrôle complémentaires sélectionnés dans le réseau de surveillance sont, à la demande de l'administration compétente, transmis par le producteur ou l'organisme chargé de la surveillance dans le mois qui suit la demande.

- au point e) de l'annexe IV.II 2) Surveillance de l'état chimique des eaux souterraines.

e) Transmission des résultats

....

Les résultats du réseau des producteurs sont transmis par chaque producteur à l'administration compétente, pour chaque année où un contrôle a été effectué, au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre."

SECTION 2.1 : Données concernant l'état quantitatif

Dans la section présente, un ensemble de prises d'eau relatives à une même zone de prévention éloignée approuvée ou en projet formant une unité technique de production dénommée batterie de captage doit être assimilé à une seule prise d'eau.

2.1.1. Mesure piézométrique

Toute prise d'eau ou groupe de prise d'eau non gravitaire, y compris un puits associé à une galerie sur un même site, ayant un volume prélevé supérieur ou égal à 1 000 m³/jour, fait l'objet d'une surveillance piézométrique au moins mensuelle à partir d'ouvrages proposés par le producteur et acceptés par l'Administration.

a) La référence de la mesure

Pour chaque ouvrage utilisé pour la piézométrie, la mesure de la profondeur de l'eau se fait par rapport à un repère de mesure (RM en abrégé). Ce repère de mesure sera connu en altitude et bien identifié par une brève description (bord du tubage acier bord du tubage PVC, margelle de puits, repère supérieur d'une dalle de béton, cornière, sol, etc.).

Les données principales à fournir relatives à la référence de la mesure pour chaque ouvrage piézométrique sont :

- La description du repère de mesure;
- L'altitude du repère de mesure (exprimée en mètres et centimètres);
- La date à partir de laquelle le repère de mesure est utilisé ou date de validité du repère de mesure.

Le repère de mesure sera identifié sur site par un marquage de couleur ou un poinçon, une plaquette ou tout autre moyen visible, aménagé de manière à ce qu'une tierce personne puisse effectuer une mesure de niveau sans ambiguïté.

Les informations concernant la référence de la mesure au piézomètre sont reprises dans un fichier de préférence au format EXCEL ou sous un autre format compatible. Le fichier prendra la forme d'un tableau à raison d'une ligne par ouvrage et aura la structure la suivante :

Colonne	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Nom du Champ	PIEZOMETRE	CODE RW	X	Y	GESTIONNAIRE	DESCRIPTION RM	DATE VALIDITE RM	ALTI-TUDE RM	REMARQUES
Format	Texte	Texte (10 caractères)	Entier (6 chiffres)	Entier (6 chiffres)	Texte	Texte	Date (jj-mm-aa)	Nombre	Texte
Décimales	-	-	0	0	-	-	-	2	-
Description	Nom usuel de l'ouvrage	Code de l'ouvrage	Coordonnée Lambert en X	Coordonnée Lambert en Y	Sigle du gestionnaire du piézomètre	Brève description de la nature du RM	Date de validité de RM	Valeur mesurée en mètres, centimètres	Remarques
Exemple (ligne 1)	PIEZOMETRE	CODE RW	X	Y	GESTIONNAIRE	DESCRIPTION RM	DATE VALIDITE RM	ALTI-TUDE RM	REMARQUES
Exemple (ligne 2)		37/4/3/007	166481	130052	UCL	Bord supérieur dalle béton au pied du puits	03-fev-03	151,12	
Exemple (ligne 3)		67/4/3/007	170836	131197	UCL	Sommet du tubage PVC	05-jun-03	225,73	
Exemple (ligne 4)		47/5/3/004	200225	93170	UCL	Bord supérieur de la cornière chambre de visite	04-oct-03	59,55	

Un formulaire adéquat est téléchargeable à l'adresse <http://environnement.wallonie.be/> à la rubrique EAU puis en cliquant sur le lien FORMULAIRES.

b) Les mesures de niveau

La mesure de la profondeur de l'eau souterraine est la valeur à transmettre à l'Administration. Celle-ci est obtenue en mesurant la profondeur de l'eau à partir du repère de mesure de l'ouvrage décrit au point précédent. Cette valeur est exprimée en mètres et centimètres.

- Si la mesure est effectuée manuellement (cas le plus fréquemment rencontré), les données de profondeur sont reprises dans un fichier de préférence au format EXCEL ou sous un autre format compatible. Le fichier prendra la forme d'un tableau à raison d'une ligne par mesure et aura la structure suivante :

Colonne	A	B	C	D
Description	Code de l'ouvrage donné par la DGRNE	Date de la mesure	Valeur de la mesure de profondeur de l'eau	Manière de mesurer* S pour mesure manuelle
Format	Texte (10 caractères)	Date (jj/mm/aaaa)	Nombre	Texte (1 caractère)
Décimales	-	-	2 (le séparateur de décimales est la virgule)	-
Exemple (ligne 1)	58/3/1/002	31/03/2007	65,38	S
Exemple (ligne 2)	58/3/1/002	31/04/2007	65,32	S
Exemple (ligne 3)	58/3/1/002	31/05/2007	65,28	S
Exemple (ligne 4)	37/4/8/014	31/03/2007	12,95	S
Exemple (ligne 5)	37/4/8/014	31/04/2007	12,86	S

(*) C : mesure automatique (par capteur par exemple) - L : mesure semi-automatique (par limnigraphe par exemple).

Le Code RW de l'ouvrage mesuré sera systématiquement repris et peut être obtenu par simple demande à l'adresse DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

Exemple de fichier Excel à fournir (aucune bordure n'est permise !) :

46/5/3/041	15/07/1995	6,47	S
46/5/3/041	15/09/1995	6,52	S
46/5/3/041	15/10/1995	6,50	S
45/4/9/058	10/03/1994	11,67	S
45/4/9/058	10/05/1994	11,66	S
45/4/9/058	15/06/1994	11,65	S
45/4/9/058	15/07/1994	11,62	S

- Si la mesure provient d'un système d'acquisition automatique (mesure effectuée avec un capteur de pression par exemple), les valeurs brutes extrapolées en profondeurs d'eau sont requises. Le fichier à fournir doit être au format TEXTE et compatible avec l'application Piéz'Eau de l'Administration qui tiendra à la disposition du producteur de données si nécessaire des informations sur la structure et le format requis pour ce type de fichier.

c) Transfert des données

Se reporter à la Section 3

2.1.2. Mesures des débits à l'émergence

En vertu de l'annexe IV.II 1) c) du Code de l'Eau, ces mesures s'adressent aux prises d'eau gravitaires de plus de 2 920 000 m³/an. Pour ces dernières, les mesures de niveau d'eau au captage seront remplacées par des mesures du débit de l'eau souterraine émergeant globalement sur le site, le débit étant dans ce cas un paramètre nettement plus représentatif de l'état quantitatif d'une nappe que ne peut l'être le niveau.

Ces mesures ont pour objectif une meilleure connaissance du rapport entre la ressource souterraine prélevée et la ressource souterraine écoulée, en tenant compte de la contribution de cette ressource au maintien, voire à l'obtention, du bon état des eaux de surface. Parallèlement, ces mesures doivent permettre un meilleur cadrage de la surveillance chimique, tant des eaux souterraines que des eaux de surface associées.

Ce type de surveillance n'est applicable qu'en des sites où techniquement les débits peuvent être mesurés avec une représentativité, une précision et une exactitude suffisantes. Il appartiendra à l'Administration d'évaluer au cas par cas la faisabilité et la pertinence de ces mesures.

Les masses d'eau essentiellement concernées sont celles comportant des émergences suffisamment concentrées et importantes du point de vue de leur débit, à savoir essentiellement les masses d'eau comprenant des aquifères carbonatés, souvent drainés par des chenaux karstiques.

Par ordre de priorité, et selon les possibilités, les mesures de débits porteront sur :

- L'ensemble de l'émergence en amont de la prise d'eau, pour autant que l'altitude d'émergence par rapport à la rivière réceptrice soit suffisante pour éviter toute interférence lors des mesures, et pour autant que l'écoulement soit suffisamment canalisé pour être mesuré;
- Le trop-plein de la prise d'eau lorsqu'il est accessible et son débit mesurable sans risque d'interférence avec la rivière réceptrice.
- La rivière réceptrice en aval de l'émergence, pour autant que cette dernière contribue significativement au débit. A ce titre, on mettra à profit les stations existantes du réseau limnimétrique AQUALIM géré par la DGRNE.

Les émergences occultes situées sous le niveau d'eau des grands cours d'eau ne pourront en principe faire l'objet d'aucune des mesures préconisées ci-dessus.

a) Techniques de mesure

Les débits seront mesurés par des stations automatiques munies de capteurs de pression, avec étalonnage, en termes de débits, des niveaux mesurés, par des jaugeages ponctuels, soit au micromoulinet ou au courantomètre, soit grâce à l'installation de seuils déversants ou de déversoirs à paroi mince.

Dans chacun des cas, une échelle limnimétrique fixe servira en outre de référence.

Le nombre minimum de jaugeages sera de 6 par année, étalés de façon optimale dans la gamme des débits de l'émergence. Toutefois, la première année comprendra un minimum de 12 jaugeages.

Des visites de contrôle du fonctionnement des stations, accompagnant ou non le relevé des données, auront lieu au moins une fois par mois et tout dysfonctionnement sera immédiatement signalé à l'Administration.

Des jaugeages ponctuels mensuels ou saisonniers seront le cas échéant demandés pour des émergences dont les variations de débit s'y prêtent et pour lesquelles la mise en œuvre de stations automatiques ne se justifie donc pas.

Le choix de la technique de mesure des débits sera effectué en concertation avec l'Administration, laquelle pourra le cas échéant assister le producteur dans la mise en œuvre des stations ou proposer des techniques de mesures alternatives (débitmètres, jaugeages par dilution chimique...).

b) Fréquence des mesures automatiques

Les mesures automatiques seront acquises avec un pas maximal de 10 minutes.

c) Format des données

Dès que les mesures sont opérationnelles, le producteur est tenu de transmettre régulièrement à l'Administration trois types de fichiers informatiques reprenant les informations suivantes :

- Chaque année, ou lors de tout changement, ou sur demande de l'Administration, un fichier descriptif de chaque station, au format WORD ou EXCEL, reprenant au minimum les informations suivantes :

CAPTAGE Le nom usuel de l'ouvrage (tel que déclaré)

CODE RW Le code de l'ouvrage donné par la DGRNE

TECHNIQUE M Un descriptif détaillé du site de mesure et de la technique utilisée pour acquérir les débits (y compris la description du repère de mesure, le dimensionnement et le positionnement des déversoirs, tout changement survenu à la station etc...)

DATE DEBUT La date de début des mesures ou la date de tout changement

ALT RM Le cas échéant, l'altitude du repère de mesure

PAS Le pas d'acquisition des mesures

- Chaque année, ou sur demande de l'Administration, un fichier descriptif de chaque jaugeage ponctuel, au format WORD ou EXCEL, reprenant au minimum les informations suivantes :

CAPTAGE Le nom usuel de l'ouvrage (tel que déclaré)

CODE RW Le code de l'ouvrage donné par la DGRNE

TECHNIQUE Q Un descriptif détaillé de la technique de jaugeage (y compris le type d'appareillage, et la méthode de calcul du débit)

DATE Q La date du jaugeage

HEURE1 Q L'heure de début du jaugeage

HEURE2 Q L'heure de fin du jaugeage

NIV1 Le niveau d'eau par rapport au repère au début du jaugeage, en m

NIV2 Le niveau d'eau par rapport au repère à la fin du jaugeage, en m

Q Le débit mesuré ou calculé, exprimé en m³/s

Pour les jaugeages au moulinet ou au courantomètre, les informations suivantes sont en outre requises :

- La largeur de la section mesurée (m)
- Pour chaque verticale, la distance et la profondeur (m)
- Pour chaque hauteur de mesure le long de chaque verticale, la vitesse (m/s)

-

- Pour les stations automatiques, chaque année, ou sur demande de l'Administration, un fichier au format CSV, ou compatible EXCEL, comprenant 3 colonnes séparées par des points-virgules avec, dans la première colonne la date et l'heure de la mesure selon le format standard "jj/mm/aaaa hh:mm", dans la deuxième colonne, lorsqu'il est disponible, le niveau d'eau mesuré par rapport au repère exprimé en m selon le format "#####" et, dans la troisième colonne, le débit calculé, exprimé en m³/s selon le format "#####". Un exemple est fourni ci-dessous :

Date; heure; niveau; débit

01/12/2007 12:00;1.151;1.243

01/12/2007 12:10;1.152;1.245

01/12/2007 12:20;1.157;1.251

15/12/2007 18:00;1.241;1.522

15/12/2007 18:10;1.245;1.541

d) Transfert des données

Se reporter à la Section 3

SECTION 2.2 : Données concernant l'état chimique (analyses d'eau)

a) Point de prélèvement

Pour rappel, l'échantillon doit être représentatif de l'eau brute et en principe prélevé entre l'ouvrage de prise d'eau et l'entrée de l'installation de traitement éventuelle ou du réservoir de pied de captage.

Toutefois, les prélèvements à la sortie des installations de traitement simple ou en tête des adductions ou des réseaux de distribution sont admis pour la mesure des paramètres dont la valeur ne risque pas d'être modifiée par ces traitements ou par le transit dans les canalisations et les réservoirs, tels que la minéralisation (ions majeurs) et les pesticides.

L'eau échantillonnée doit provenir d'une seule prise d'eau, la prise d'eau visée par l'obligation.

Peuvent toutefois être assimilés à une seule prise d'eau :

- une batterie de puits situés dans un cercle de rayon n'excédant pas 1 kilomètre, qui sollicitent le même aquifère et qui forment un site d'exploitation pour lequel le volume global produit aboutit et est mesuré en un seul point de convergence;
- un ensemble de prises d'eau gravitaires voisines situées dans une même zone de prévention éloignée approuvée ou en projet formant une unité technique de production dénommée batterie de captage.

En outre, ces batteries de puits et ces ensembles de prises d'eau gravitaires voisines peuvent être assimilés à une seule prise d'eau si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la concentration de tout pesticide dans chaque puits ou source, mesurée pendant trois années successives, a donné des valeurs inférieures à 50 ng/litre;
- un échantillon représentatif du mélange peut effectivement être prélevé.

b) Fréquence et périodicité des analyses

Cette question est développée dans l'annexe IV.II. 2) du Code de l'Eau. L'attention est simplement attirée sur les nouveaux cycles de surveillance d'une durée de trois ans et non plus quatre ans comme par le passé.

Tout titulaire peut obtenir la liste de ses prises d'eau requérant surveillance avec les masses d'eau souterraines auxquelles elles se rattachent par simple demande à l'adresse DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

La liste des prises d'eau faisant partie du réseau principal de surveillance de la Directive cadre de l'eau, et donc susceptibles de faire l'objet d'une surveillance plus régulière appelée Monitoring opérationnel, est reprise sur :

http://environnement.wallonie.be/directive_eau/pg_menu/ps.asp

c) Format des données

A partir de 3 analyses d'eau, les données seront rassemblées sous forme d'un fichier tableur (par exemple Excel®) ou d'une base de données pour les envois plus importants (par exemple Access®).

Des modèles adéquats sont téléchargeables à l'adresse <http://environnement.wallonie.be/> à la rubrique EAU puis en cliquant sur le lien FORMULAIRES.

Il est impératif de reprendre, en regard de chaque paramètre analysé, le Code ESO de ce paramètre figurant dans la liste réglementaire de l'annexe XI du Code de l'Eau.

Le Code RW de l'ouvrage échantillonné sera également repris lorsque des analyses relatives à plusieurs ouvrages de captage sont transmises. Ce code peut être obtenu par simple demande à l'adresse DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

d) Transfert des données

Se reporter à la Section 3.

SECTION 3 : TRANSFERT DES DONNEES

Les fichiers de données sont transférés par courriel à l'adresse DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be au plus tard le 31 mars de l'année qui suit les mesures ou les analyses.

Tout envoi de résultats par courrier électronique fera de la part de l'Administration l'objet d'un accusé de réception dans la quinzaine suivant l'envoi.

Tout fichier ne pouvant être transmis de cette manière, ou n'ayant pas fait l'objet d'un accusé de réception dans la quinzaine suivant leur envoi par courriel, fera l'objet d'un envoi sur CD ou DVD adressé à :

DGRNE, Direction des Eaux souterraines
Avenue Prince de Liège 15
5100 Jambes

Les changements intervenus sur la référence de la mesure sont mis à jour et signalés en même temps que le transfert annuel des fichiers.

Ponctuellement et à la demande de l'Administration, les résultats des mesures ou des analyses sur certains sites de contrôle complémentaires sont transmis à l'Administration dans le mois qui suit la demande.

L'envoi occasionnel d'une ou quelques analyses d'eau par an sous forme des protocoles émis par le laboratoire accrédité reste permis à l'adresse reprise ci-dessus.

Namur, le 30 octobre 2007.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG**MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

[2008/200086]

30. OKTOBER 2007 — Ministerielles Rundschreiben Nr. ESO/1/2007 an alle Betreiber von in der Wallonischen Region gelegenen Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser (Inhaber einer Umweltgenehmigung für eine Wasserentnahmestelle der Kategorie B) und an alle Betreiber von bedeutenden Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser (Inhaber einer Umweltgenehmigung für eine Entnahmestelle der Kategorie B von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser und der Kategorie C mit einer durchschnittlichen Erzeugung von über 1 000 m³/Tag)

Das vorliegende Rundschreiben wird künftig jeder neuen, für die oben erwähnten Wasserentnahmestellen ausgestellten Umweltgenehmigung als Anlage beigelegt.

BETREFF: Übermittlung der Umweltdaten bezüglich des Grundwassers, des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers und der Schutzgebiete der Wasserentnahmestellen.

Wichtige Voranmerkungen:

1. Das vorliegende Rundschreiben ist ab der Inbetriebsetzung der Wasserentnahmestelle anwendbar, auch wenn die Umweltgenehmigung aus irgendwelchem Grund noch nicht ausgestellt werden konnte.
2. In der Umweltgenehmigung können strengere Bestimmungen als diejenigen des vorliegenden Rundschreibens vorgesehen sein.
3. Jedes nachstehend in diesem Dokument angegebene Volumen entspricht dem Jahresvolumen, das vom Wasserentnahmebauwerk effektiv erzeugt wird, und nicht dem höchstzulässigen Volumen.

ABSCHNITT 1: "NITRATE-SURVEYE".

Durch den vorliegenden Abschnitt wird das Rundschreiben ESO/1/2003 im Hinblick auf die Übereinstimmung mit den Abänderungen der Bestimmungen des Wassergesetzbuches bezüglich des Schutzes der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen aufgehoben und ersetzt. (Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, in Anwendung der europäischen Richtlinie 91/676/EWG).

Die Betreiber werden auf die Notwendigkeit aufmerksam gemacht, die Bestimmungen des Artikels R.226. § 1 des Wassergesetzbuches einzuhalten, in dem Folgendes festgelegt wird:

Art. R. 226 - § 1. Um die erste Ausweisung der gefährdeten Gebiete, die Überarbeitung des bestehenden Verzeichnisses und die Beurteilung der Wirksamkeit der allgemeinen Maßnahmen der damit verbundenen Programme zu ermöglichen, wird durch die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eine allgemeine Überwachung des Nitratgehalts des Wassers mit dem Namen "survey nitrate" wie folgt organisiert:

1° Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt richtet ein Netz zur Überwachung des Nitratgehalts in den Oberflächengewässern sowie in den unterirdischen Gewässern ein. Die so erhaltenen Informationen werden durch die Informationen der wasseraufbereitenden Unternehmen vervollständigt;

2° Unbeschadet der Bestimmungen aus Abschnitt 2) Teil II Anlage IV des Wassergesetzbuches mit dem Titel "Überwachung des chemischen Zustands der unterirdischen Gewässer", führen die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitablem Grundwasser, welche sich in gefährdetem Gebiet befinden, sooft wie in der Tabelle der Anlage XXVIII vorgesehen, Analysen repräsentativer Proben des Rohwassers durch, die folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit und Nitrat (Ergebnisse jeweils ausgedrückt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ pro Liter); sie übermitteln die Ergebnisse der Analysen eines Jahres der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, spätestens zum 31. März des folgenden Jahres und in den durch den Minister vorgeschriebenen Formen;

3° Die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitablem Oberflächenwasser führen sooft wie in Abschnitt 5) Teil I Anlage IV des Wassergesetzbuches vorgesehenen, Analysen repräsentativer Proben des Rohwassers durch, die an den Messstellen entnommen werden und folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit und Nitrat (Ergebnisse jeweils ausgedrückt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ pro Liter); sie übermitteln die Ergebnisse der Analysen eines Jahres der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, spätestens zum 31. März des folgenden Jahres und in den durch den Minister vorgeschriebenen Formen.

a. Betroffene Wasserentnahmestellen

Betroffen sind die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser (für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser über das öffentliche Versorgungsnetz, abgefülltes Wasser, für die Herstellung von Getränken bestimmtes Wasser), die sich in einem gefährdeten Gebiet befinden oder in einem nicht gefährdeten Gebiet, wenn die Umweltgenehmigung eine Bestimmung betreffend das "Nitrate-survey" vorsieht.

b. Entnahmepunkt

Für jede Wasserentnahmestelle werden repräsentative Proben des Rohwassers entnommen.

Die Proben von behandeltem oder abgefülltem Wasser können als repräsentativ für Rohwasser betrachtet werden, wenn es sich um Behandlungen handelt, die nicht eindeutig auf die Konzentrationen an Nitrat, Nitrit und Ammoniumstickstoff einwirken und unter der ausdrücklichen Bedingung, dass das Wasser aus einer einzigen Wasserentnahmestelle stammt.

Es können jedoch mit einer einzigen Wasserentnahmestelle gleichgestellt werden:

- eine Batterie von Brunnen, die sich in einem Umkreis von höchstens 1 Kilometer befinden, die denselben Grundwasserleiter beanspruchen und die ein Betriebsgelände bilden, für das das erzeugte globale Volumen zu einem einzigen Konvergenzpunkt gelangt und dort gemessen wird.
- eine Gruppe kleiner naheliegender Quellen, die an einem einzigen Konvergenzpunkt zusammentreffen, an dem das gesamte gewonnene Volumen unter 100 m³/Tag liegt.

Außerdem können diese Brunnenbatterien und diese Gruppen kleiner naheliegender Quellen mit einer einzigen Wasserentnahmestelle gleichgestellt werden, wenn die beiden folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- die während 4 aufeinanderfolgenden Trimestern gemessene Nitratkonzentration eines jeden Brunnens oder einer jeden Quelle hat Werte unter 25 mg/Liter aufzeigt;
- es kann effektiv eine repräsentative Probe der Mischung entnommen werden.

Unter Einhaltung der Vorschriften, die aus den geltenden Regelungen hervorgehen, kann die Verwaltung eine Probenahme beantragen oder annehmen, die gewissen spezifischen Situationen hinsichtlich der Besonderheit mancher Grundwasserleiter, der Dichte des Überwachungsnetzes oder der Umgebung der Wasserentnahmestellen (insbesondere falls ein neuer Faktor festgestellt wurde, durch den sich der Nitratgehalt verändern könnte) angepasst ist.

a. Häufigkeit und Regelmäßigkeit der Analysen

Unter Berücksichtigung des individuellen Verbrauchs von 100 Litern pro Tag ist die in der Anlage XXVIII des Wassergesetzbuches vorgesehene Häufigkeit mindestens die Folgende:

Erzeugtes Wasservolumen in Tausend m ³ /Tag	Anzahl Probenahmen/Jahr
Unter 1	4
1 bis 3	8
Über 3	12

Die Probenahmen müssen in regelmäßigen Abständen durchgeführt werden; die Häufigkeit von 4 Probenahmen pro Jahr entspricht beispielsweise der Durchführung einer Analyse jedes Trimester.

Je nach den festgestellten Ergebnissen und unter Einhaltung der Vorschriften, die aus den geltenden Regelungen hervorgehen, kann die Verwaltung eine Verringerung der jährlichen Häufigkeit der Probenahmen gewähren. Die Verwaltung kann außerdem eine ständige Überwachung außerhalb der gefährdeten Gebiete auferlegen, wenn ein neuer Faktor, festgestellt wurde, durch den der Nitratgehalt erhöht werden könnte.

Für Gebiete, in denen während einer Periode von mehr als einem Jahr keine Proben entnommen wurden, müssen systematisch die Gründe dafür angegeben werden (Beendigung der Wasserentnahmestelle, in Reservestellung, vorläufige Einstellung).

Für eine außer Betrieb gesetzte Wasserentnahmestelle ist eine Probenahme nicht obligatorisch; die gravitären Wasserentnahmestellen müssen jedoch der Verwaltung zugänglich bleiben, um nötigenfalls die Überwachung vervollständigen zu können.

b. Datenformat

Um bei der Informationsbearbeitung den Datenaustausch zu erleichtern und Zeit zu sparen, werden die Messergebnisse auf Datenträger, vorzugsweise im Format EXCEL oder in einem anderen kompatiblen Format, gespeichert.

Die Datei des Typs EXCEL ist folgendermaßen strukturiert:

Spalte	A	B	C	D (verborgen)	E (verborgen)	F	G	H
Bezeichnung des Felds	WASSER-ENTNAHMESTELLE	CODE RW	DATUM PR	LABOR	DATUMAN	NITRAT	NITRIT	AMMONIUM
Format	Text	Vollständig (7 Ziffern)	Datum (TT/MM/JJ)	Text	Datum (TT/MM/JJ)	Anzahl	Anzahl	Anzahl
Dezimalzahlen	-	0	-	-	-	1	2	2
Beschreibung	üblicher Name des Bauwerks (wie in der Anmeldung)	Von der DGRNE zugewiesener Code	Datum der Probenahme	Siegel des Labors	Datum der Analyse	Gemessener Wert in mg NO ₃ pro Liter	Gemessener Wert in mg NO ₂ pro Liter	Gemessener Wert in mg NH ₄ pro Liter

Spalte	A	B	C	D (verborgen)	E (verborgen)	F	G	H
Beispiel (Zeile 1)	WASSER- ENTNAH- MESTELLE	CODERW	DATUMPR	LABOR	DATUM AN	NITRAT	NITRIT	AMMO- NIUM
Beispiel (Zeile 2)	Grapfontaine- Rohr 4	6743007	02-Feb-03	SWDE	03-Feb-03	15,1	0,00	0,00
Beispiel (Zeile 3)	Grapfontaine- Rohr 4	6743007	04-Mai-03	SWDE	05-Mai-03	12,7	0,00	0,07
Beispiel (Zeile 4)	Grapfontaine- Rohr 4	6743007	07-Aug-03	SWDE	07-Aug-03	10,7	0,00	0,07
Beispiel (Zeile 5)	Grapfontaine- Rohr 4	6743007	10-Nov-03	ISSEP	12-Nov-03	11,5	0,00	0,05
Beispiel (Zeile 6)	usw.							

An der Adresse <http://environnement.wallonie.be/> in der Rubrik EAU mit einem Klick auf den Link FORMULAIRES kann ein entsprechendes Formular heruntergeladen werden.

Der Code des Bauwerks der Wallonischen Region (CODE RW) entspricht den Datenbanken der Direktion der Untergrundgewässer. Er ist auf einfache Anfrage an der Adresse DES0.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be erhältlich.

Die als unter der Feststellungsgrenze liegend angegebenen Ergebnisse werden durch den Wert "null" ersetzt.

Die Konzentrationen an Nitrat, Nitrit und Ammonium werden in einem Laboratorium durch das Verfahren der Spektrophotometrie der Molekularabsorption oder durch jegliche andere sachgerechte, von der Verwaltung genehmigte Methode, durch die vergleichbare Ergebnisse erzielt werden können, gemessen; die höchstzulässigen Quantifizierungsgrenzen entsprechen denjenigen der Tabelle der Anlage XI des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches.

Der Betreiber hat die Möglichkeit, eine einzige Tabelle für seine gesamten Bauwerke aufzustellen oder, falls nicht zuviele Bauwerke vorhanden sind, ein Arbeitsblatt pro Bauwerk zu benutzen (in diesem Fall ist es ratsam, die bisherige Entwicklung der Ergebnisse aufzubewahren).

Dem Betreiber steht es selbstverständlich frei, nach seinem Belieben eine Dateneingabetabelle oder ein Dateneingabeprogramm zu erstellen, vorausgesetzt dass diese bzw. dieses mit dem oben bestimmten Format mittels eines Minimums an Manipulationen zu vereinbaren ist.

c. Datenübertragung an die Verwaltung

Siehe Abschnitt 3

ABSCHNITT 2: ALLGEMEINE ÜBERWACHUNG

In dem vorliegenden Abschnitt werden die Modalitäten zur Sammlung und Übertragung an die Verwaltung der in den Artikeln 43bis ff. des Wassergesetzbuches (Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2007 über die Überwachung des Zustands des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers, des Grundwassers und bestimmter Schutzgebiete, in Anwendung der europäischen Rahmenrichtlinie im Bereich der Wasserpolitik 2000/60/EG) erforderlichen Umweltdaten angegeben.

Die Betreiber werden auf die Notwendigkeit aufmerksam gemacht, die Bestimmungen des Artikels R.43bis des Wassergesetzbuches einzuhalten, in dem Folgendes festgelegt wird:

Art. R.43bis - Was die Überwachung des Grundwassers angeht, haben die erforderlichen Daten zwei Herkünfte:

- das Erzeugernetz, das aus den Kontrollstellen zusammengesetzt ist, deren Überwachung bestimmten Inhabern von Entnahmestellen zufällt, und deren Ergebnisse regelmäßig der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser übermittelt werden; diese Überwachung betrifft jede in Betrieb befindliche Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitablem Grundwasser, deren jährliches Produktionsvolumen die Schwelle von 36 500 m³ (100 m³ im täglichen Durchschnitt) übertrifft, und jede in Betrieb befindliche Entnahmestelle von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, deren jährliches Produktionsvolumen die Schwelle von 365 000 m³ (1 000 m³ im täglichen Durchschnitt) übertrifft. Die Verpflichtung, Analysen durchzuführen, ist ab dem Jahr nach der Überschreitung der vorherigen oder nachstehend angegebenen Schwelle anwendbar, und die Tatsache, dass die Umweltgenehmigung für die Wasserentnahmestelle nicht erteilt worden ist, hebt diese Verpflichtung nicht auf;

- das "patrimoniale Netz", das aus den Kontrollstellen zusammengesetzt ist, wo sich Piezometer, Quellen oder sonstige Kategorien von Wasserentnahmestellen befinden als diejenigen, die im vorigen Paragraphen erwähnt sind; in Übereinstimmung mit Artikel D.20 kann die Aufgabe des Betriebs des patrimoniales Netzes auf der Grundlage eines vom Minister auf Vorschlag der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, festgelegten Lastenhefts einer Einrichtung anvertraut werden.

Das Hauptüberwachungsnetz, das die Grundwasserkörper wahrnimmt, wird auf der Grundlage der verfügbaren Stellen und so gesammelten Daten von Fachleuten im Bereich Hydrogeologie entworfen, um:

- eine zuverlässige Beurteilung des mengenmäßigen Zustands sämtlicher Grundwasserkörper oder Gruppen von Grundwasserkörpern, einschließlich der Beurteilung der verfügbaren Grundwasserressourcen zu ermöglichen;

- eine kohärente und umfassende Übersicht über den chemischen Zustand des Grundwassers in jedem Einzugsgebiet zu geben und das Vorhandensein langfristiger anthropogener Trends zur Zunahme von Schadstoffen festzustellen.

Dieses Netz und die für dessen Entwurf notwendige Methodologie werden von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser genehmigt.

Die Einzugsgebietsbehörde fügt in den Verwaltungsplan eine oder mehrere Karten ein, die das Grundwasserhauptüberwachungsnetz angeben.

Die für das Hauptnetz nicht berücksichtigten Kontrollstellen werden für zusätzliche Kontrollen oder für Untersuchungen benutzt, u.a. für die Bewertung des Zustands der Schutzgebiete, die Beobachtung besonderer örtlicher Zustände und die Überwachung der eingestuftten Betriebe.

Der Inhalt, die Verfahren und die technischen Bestimmungen, die zur Überwachung des Grundwassers notwendig sind, werden in der Anlage IV.II des Wassergesetzbuches festgelegt, nach der sich die Sonderbedingungen zu jeder Umweltgenehmigung für eine Wasserentnahmestelle zukünftig richten müssen.

In dem vorliegende Rundschreiben werden die Modalitäten zur Übermittlung der Ergebnisse angegeben gemäß

- dem Punkt e) der Anlage IV.II 1) Überwachung des mengenmäßigen Zustands des Grundwassers

e) Übermittlung der Ergebnisse

Für jedes Jahr, während dem Messungen durchgeführt wurden, werden die Ergebnisse des Erzeugernetzes von jedem Erzeuger spätestens bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres und in den vom Minister vorgeschriebenen Formen an die zuständige Verwaltung gerichtet.

Die Ergebnisse von manchen, im Überwachungsnetz ausgewählten zusätzlichen Kontrollstellen werden auf Antrag der zuständigen Verwaltung von dem Erzeuger oder von der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung innerhalb von einem Monat, der auf den Antrag folgt, übermittelt.

- dem Punkt e) der Anlage IV.II 2) Überwachung des chemischen Zustands des Grundwassers

e) Übermittlung der Ergebnisse

....

Für jedes Jahr, während dem eine Kontrolle durchgeführt wurde, werden die Ergebnisse des Erzeugernetzes von jedem Erzeuger spätestens bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres und in den vom Minister vorgeschriebenen Formen an die zuständige Verwaltung gerichtet.

ABSCHNITT 2.1: Daten betreffend den mengenmäßigen Zustand

In dem vorliegenden Abschnitt muss eine Gruppe von Wasserentnahmestellen bezüglich ein und derselben genehmigten oder geplanten entfernten Präventivzone, die eine technische Erzeugungseinheit genannt Wasserentnahmesatz bildet, mit einer einzigen Wasserentnahmestelle gleichgestellt werden.

2.1.1. Piezometrische Messung

Jede nicht gravitäre Wasserentnahmestelle oder Gruppe von Wasserentnahmestellen, einschließlich eines Brunnens in Verbindung mit einer Galerie auf demselben Gelände, mit einem entnommenen Volumen von mindestens 1 000 m³/Tag, wird mindestens einmal im Monat piezometrisch von Bauwerken aus überwacht, die von dem Erzeuger vorgeschlagen und von der Verwaltung genehmigt werden.

a) Messreferenz

Für jedes für die Piezometrie benutztes Bauwerk erfolgt die Messung der Wassertiefe in Bezug auf eine Messmarkierung (abgekürzt MM). Diese Messmarkierung wird höhenmäßig angezeigt und durch eine kurze Beschreibung gut identifiziert (Rand der Stahlverrohrung, Rand der PVC-Verrohrung, Brunnenbrüstung, obere Markierung einer Betonplatte, Winkeleisen, Boden usw.)

Die zu übermittelnden Hauptdaten bezüglich der Messreferenz für jedes piezometrische Bauwerk sind:

- Die Beschreibung der Messmarkierung;
- Die Höhe der Messmarkierung (in Metern und Zentimetern ausgedrückt);
- Das Datum ab dem die Messmarkierung benutzt wird oder das Gültigkeitsdatum der Messmarkierung.

Die Messmarkierung wird auf dem Gelände durch eine farbige Markierung oder einen Prägestempel, durch eine Plakette oder durch jegliches andere sichtbare Mittel identifiziert, das derart eingerichtet wird, dass eine Drittperson eine Wasserstandsmessung auf unzweideutige Weise durchführen kann.

Die Informationen hinsichtlich der Referenz der piezometrischen Messung werden in einer Datei vorzugsweise im Format EXCEL oder in einem anderen kompatiblen Format angeführt. Die Datei wird in Form einer Tabelle mit einer Zeile pro Bauwerk erstellt und wird folgendermaßen strukturiert:

Spalte	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Bezeichnung des Felds	PIEZOMETER	CODE RW	X	Y	VERWALTER	BESCHREIBUNG MM	GÜLTIGKEITSDATUM MM	HÖHE MM	ANMERKUNGEN
Format	Text	Text (10 Buchstaben)	Vollständig (6 Ziffern)	Vollständig (6 Ziffern)	Text	Text	Datum (TT/MM/JJ)	Anzahl	Text
Dezimalzahlen	-	-	0	0	-	-	-	2	-
Beschreibung	üblicher Name des Bauwerks	Code des Bauwerks	Lambert-Koordinate in X	Lambert-Koordinate in Y	Siegel des Verwalters des Piezometers	Kurze Beschreibung der Art der MM	Gültigkeitsdatum der MM	gemessener Wert in Metern, Zentimetern	Anmerkungen
Beispiel (Zeile 1)	PIEZOMETER	CODE RW	X	Y	VERWALTER	BESCHREIBUNG MM	GÜLTIGKEITSDATUM MM	HÖHE MM	ANMERKUNGEN
Beispiel (Zeile 2)		37/4/3/007	166481	130052	UCL	oberer Rand der Betonplatte am Fuß des Brunnens	03-Feb-03	151,12	
Beispiel (Zeile 3)		67/4/3/007	170836	131197	UCL	oberes Ende der PVC-Verrohrung	05-Jun-03	225,73	
Beispiel (Zeile 4)		47/5/3/004	200225	93170	UCL	oberer Rand des Winkeleisens Besichtigungskammer	04-Okt-03	59,55	

An der Adresse <http://environnement.wallonie.be/> in der Rubrik EAU mit einem Klick auf den Link FORMULAIRES kann ein entsprechendes Formular heruntergeladen werden.

b) Wasserstandsmessungen

Die Messung der Tiefe des Grundwassers ist der der Verwaltung zu übermittelnde Wert. Diesen erhält man, indem man die Tiefe des Wassers ab der in dem vorhergehenden Punkt beschriebenen Messmarkierung des Bauwerks misst. Dieser Wert wird in Metern und Zentimetern ausgedrückt.

Wenn die Messung manuell durchgeführt wird (der am häufigsten vorkommende Fall), werden die Tiefenangaben in einer Datei vorzugsweise im Format EXCEL oder in einem anderen kompatiblen Format angeführt. Die Datei wird in Form einer Tabelle mit einer Zeile pro Messung erstellt und wird folgendermaßen strukturiert:

Spalte	A	B	C	D
Beschreibung	Von der DGRNE zugeteilter Code des Bauwerks	Datum der Messung	Wert der Messung der Wassertiefe	Art der Messung* S für manuelle Messung
Format	Text (10 Buchstaben)	Datum (TT/MM/JJ)	Anzahl	Text (1 Buchstaben)
Dezimalzahlen	-	-	2 (Dezimalteiler ist das Komma)	-
Beispiel (Zeile 1)	58/3/1/002	31/03/2007	65,38	S
Beispiel (Zeile 2)	58/3/1/002	31/04/2007	65,32	S
Beispiel (Zeile 3)	58/3/1/002	31/05/2007	65,28	S
Beispiel (Zeile 4)	37/4/8/014	31/03/2007	12,95	S
Beispiel (Zeile 5)	37/4/8/014	31/04/2007	12,86	S

(*) C: automatische Messung (zum Beispiel durch Messfühler) - L: semi-automatische Messung (durch Wasserstandsschreiber).

Der RW-Code des gemessenen Bauwerks wird systematisch angegeben und ist auf einfache Anfrage an der Adresse DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be erhältlich.

Beispiel einer zu übermittelnden Excel-Datei (es wird keine Umrandung erlaubt!):

46/5/3/041	15/07/1995	6,47	S
46/5/3/041	15/09/1995	6,52	S
46/5/3/041	15/10/1995	6,50	S
45/4/9/058	10/03/1994	11,67	S
45/4/9/058	10/05/1994	11,66	S
45/4/9/058	15/06/1994	11,65	S
45/4/9/058	15/07/1994	11,62	S

- Wenn die Messung von einem automatischen Erfassungssystem stammt (zum Beispiel mit einem Drucksensor durchgeführte Messung), sind die in Wassertiefe extrapolierten Bruttowerte erforderlich. Die zu übermittelnde Datei muss im Text-Format erstellt werden und mit dem Anwendungsprogramm Piéz'Eau der Verwaltung kompatibel sein, wobei Letztere dem Datenübermittler nötigenfalls Informationen über die Struktur und das erforderliche Format für diese Art von Datei zur Verfügung hält.

c) Datenübertragung

Siehe Abschnitt 3

2.1.2. Abflussmengenmessung am Austritt

Gemäß der Anlage IV.II 1) c) des Wassergesetzbuches betreffen diese Messungen die gravitären Wasserentnahmestellen von mehr als 2 920 000 m³/Jahr. Für diese werden die Wasserstandsmessungen an der Entnahmestelle durch Messungen der Abflussmengen des insgesamt auf dem Gelände austretenden Grundwassers ersetzt, da die Abflussmenge in diesem Fall einen Parameter darstellt, der weitgehend repräsentativer für den mengenmäßigen Zustand eines Grundwassers ist als es der Wasserstand sein kann.

Durch diese Messungen soll eine bessere Kenntnis des Verhältnisses zwischen der entnommenen Grundwasserressource und der ausgeflossenen Grundwasserressource erzielt werden, wobei berücksichtigt wird, dass diese Ressource zur Erhaltung, wenn nicht zur Erzielung, des guten Zustands des Oberflächenwassers beiträgt. Gleichzeitig müssen diese Messungen eine bessere Regulierung der chemischen Überwachung sowohl des Grundwassers, als auch des zusammenhängenden Oberflächenwassers ermöglichen.

Diese Art von Überwachung ist nur auf Geländen anwendbar, auf denen die Abflussmengen technisch mit einer ausreichenden Repräsentativität, Genauigkeit und Zuverlässigkeit gemessen werden können. Es steht der Verwaltung zu, die Durchführbarkeit und Relevanz dieser Messungen von Fall zu Fall zu bewerten.

Die hauptsächlich betroffenen Wasserkörper sind diejenigen, deren Austritt hinsichtlich ihrer Abflussmenge ausreichend konzentriert und bedeutend ist, das heißt hauptsächlich die Wasserkörper, die kohlendioxidhaltige Grundwasserleiter enthalten, die oft durch Karstgerinne drainiert werden.

Die Abflussmengenmessungen beziehen sich der Reihenfolge nach und je nach den Möglichkeiten auf:

- Den gesamten Austritt oberhalb der Wasserentnahmestelle, insofern die Höhe des Austritts im Verhältnis zum Empfangsfluss ausreicht, um jegliche Interferenz während den Messungen zu vermeiden, und insofern der Abfluss ausreichend kanalisiert ist, um gemessen zu werden;
- Den Überlauf der Wasserentnahmestelle, wenn dieser zugänglich ist, und dessen Abflussmenge, die ohne die Gefahr einer Interferenz mit dem Empfangsfluss messbar ist;
- Den Empfangsfluss unterhalb des Austritts, insofern dieser merklich zur Abflussmenge beiträgt. Aus diesem Grund werden die vorhandenen Stationen des von der DGRNE verwalteten Wasserstandsmessnetzes AQUALIM genutzt.

Die verborgenen Austrittsstellen, die sich unter dem Wasserstand der großen Wasserläufe befinden, können grundsätzlich nicht Gegenstand der oben empfohlenen Messungen sein.

a) Messtechniken

Die Abflussmengen werden mittels automatischer Stationen gemessen, die mit Drucksensoren versehen sind, wobei in Bezug auf die Abflussmengen die gemessenen Wasserstände durch punktuelle Messungen entweder mittels Mikrofühler oder Strommesser, oder durch die Installierung von Überlaufschwelen oder scharfkantigen Messwehren kalibriert werden.

Außerdem dient in jedem dieser Fälle ein Wasserstandsanzeiger als Referenz.

Es werden mindestens 6 Messungen im Jahr durchgeführt, die sich optimal auf den Bereich der Abflussmengen des Austritts verteilen. Im ersten Jahr werden jedoch mindestens 12 Messungen durchgeführt.

Mindestens einmal im Monat werden Besichtigungen zur Kontrolle des Betriebs der Stationen mit oder ohne Datenerhebung vorgenommen und jede Funktionsstörung wird der Verwaltung unverzüglich gemeldet.

Gegebenenfalls werden punktuelle oder saisonale Messungen für Austritte beantragt, deren Abflussschwankungen sich dafür eignen und für die die Einsetzung automatischer Stationen daher nicht gerechtfertigt ist.

Die Wahl der Technik zur Messung der Abflussmengen erfolgt im Einvernehmen mit der Verwaltung, die unter Umständen den Erzeuger in der Einsetzung der Stationen unterstützen oder alternative Messtechniken (Durchflussmesser, Messungen durch chemische Verdünnung ...) vorschlagen kann.

b) Häufigkeit der automatischen Messungen

Die automatischen Messungen werden mit einem maximalen Abstand von 10 Minuten erzielt.

c) Datenformat

Sobald die Messungen operationell sind, ist der Erzeuger verpflichtet, der Verwaltung drei Arten von Dateien mit folgenden Informationen zu übermitteln:

- Jedes Jahr oder bei jeder Änderung oder auf Antrag der Verwaltung eine Datei zur Beschreibung einer jeden Station im Format WORD oder EXCEL mit mindestens folgenden Informationen:

WASSERENTNAHMESTELLE Üblicher Name des Bauwerks (wie es gemeldet ist)

CODE RW Der von der DGRNE gegebene Code des Bauwerks

TECHNIK M Eine detaillierte Beschreibung des Messgeländes und der verwendeten Technik, um die Abflussmengen zu erhalten (einschließlich der Beschreibung der Messmarkierung, die Dimensionierung und Positionierung der Überläufe, jeder in der Station eingetretene Änderung usw..).

DATUM BEGINN Das Datum des Beginns der Messungen oder das Datum jeglicher Änderung

ALT RM Gegebenenfalls die Höhe der Messmarkierung

ABSTAND Der Abstand zum Erhalt der Messungen.

- Jedes Jahr oder auf Antrag der Verwaltung eine Datei zur Beschreibung einer jeden punktuellen Messung im Format WORD oder EXCEL mit mindestens folgenden Informationen:

WASSERENTNAHMESTELLE Üblicher Name des Bauwerks (wie es gemeldet ist)

CODE RW Der von der DGRNE gegebene Code des Bauwerks

TECHNIK Q Eine detaillierte Beschreibung der Messtechnik (einschließlich des Gerätschaftstyps und der Abflussmengenberechnungsmethode)

DATUM Q Das Datum der Messung

STUNDE1 Q Stunde des Beginns der Messung

STUNDE2 Q Stunde des Endes der Messung

NIV1 Der Wasserstand im Verhältnis zur Markierung zu Beginn der Messung in m

NIV2 Der Wasserstand im Verhältnis zur Markierung am Ende der Messung in m

Q Die gemessene oder berechnete Abflussmenge, ausgedrückt in m³/s

Für die Messungen mittels Wassermessflügel oder Strommesser sind außerdem folgende Informationen erforderlich:

- Die Breite des gemessenen Abschnitts (m)
- Für jede Vertikale der Abstand und die Tiefe (m) Für jede Messhöhe entlang einer jeden Vertikalen die Geschwindigkeit (m/s)
- Für die automatischen Stationen jedes Jahr oder auf Antrag der Verwaltung eine Datei im Format CSV oder EXCEL-kompatibel, die 3 durch Strichpunkte getrennte Spalten enthält, mit in der ersten Spalte Datum und Stunde der Messung gemäß dem Standard-Format "TT/MM/JJJJ SS:MM", in der zweiten Spalte der Wasserstand im Verhältnis zu der in m ausgedrückten Markierung gemäß dem Format "#,####" und in der dritten Spalte die in m³/s ausgedrückte berechnete Abflussmenge gemäß dem Format "#,####". Nachstehend wird ein Beispiel gegeben

Datum; Stunde; Stand; Abflussmenge

01/12/2007 12:00;1.151;1.243

01/12/2007 12:10;1.152;1.245

01/12/2007 12:20;1.157;1.251

15/12/2007 18:00;1.241;1.522

15/12/2007 18:10;1.245;1.541

d) Datenübertragung

Siehe Abschnitt 3

ABSCHNITT 2.2: Daten bezüglich des chemischen Zustands (Wasseranalysen)

a) Entnahmestelle.

Es ist daran zu erinnern, dass die Probe für Rohwasser repräsentativ sein und grundsätzlich zwischen dem Wasserentnahmehauwerk und dem Eingang der eventuellen Behandlungsanlage oder des Behälters des Wasserentnahmefußes entnommen werden muss.

Die Probenahmen am Ausgang der Anlagen zur einfachen Behandlung oder am Anfang der Wasserzuleitungen oder Versorgungsnetze werden jedoch für die Messung der Parameter zugelassen, deren Wert nicht durch diese Behandlungen oder durch den Durchfluss in die Kanalisationen und Behälter geändert werden kann, wie beispielsweise die Mineralisation (Hauptionen) und Pestizide.

Das getestete Wasser muss aus einer einzigen Wasserentnahmestelle, der von der Verpflichtung betroffenen Wasserentnahmestelle, stammen

Es können jedoch mit einer einzigen Wasserentnahmestelle gleichgestellt werden:

- eine Batterie von Brunnen, die sich in einem Umkreis von höchstens 1 Kilometer befinden und die ein Betriebsgelände bilden, für das das erzeugte globale Volumen zu einem einzigen Konvergenzpunkt gelangt und dort gemessen wird;
- eine Gruppe naheliegender gravitärer Wasserentnahmestellen, die sich in ein und derselben genehmigten oder geplanten entfernten Präventivzone befinden und die eine technische Erzeugungseinheit, genannt Wasserentnahmesatz, bilden.

Außerdem können diese Brunnenbatterien und diese Gruppen naheliegender gravitärer Wasserentnahmestellen mit einer einzigen Wasserentnahmestelle gleichgestellt werden, wenn die zwei folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- die während 3 aufeinanderfolgenden Jahren gemessene Konzentration jeglichen Pestizids in jedem Brunnen oder jeder Quelle hat Werte unter 50 ng/Liter angegeben;
- eine repräsentative Probe der Mischung kann effektiv entnommen werden.

b) Häufigkeit und Regelmäßigkeit der Analysen.

Diese Frage wird in der Anlage IV.II 2) des Wassergesetzbuches erläutert. Es wird lediglich auf die neuen Überwachungszyklen mit einer Dauer von 3 Jahren, und nicht wie vormals mit einer Dauer von 4 Jahren, aufmerksam gemacht.

Jeder Inhaber kann die Liste seiner überwachungsbedürftigen Wasserentnahmestellen mit den Grundwasserkörpern, zu denen sie gehören, auf einfache Anfrage an der Anschrift DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be erhalten.

Die Liste der Wasserentnahmestellen, die zu dem Hauptüberwachungsnetz der Rahmenrichtlinie über das Wasser gehören und die demnach Gegenstand einer regelmäßigeren Überwachung, genannt einsatzbereite Überwachung, sein könnten, wird hier angeführt:

http://environnement.wallonie.be/directive_eau/pg_menu/ps.asp

c) Datenformat

Ab 3 Wasseranalysen werden die Daten in der Form einer Tabellendatei (z.B. Excel®) oder einer Datenbank für die größeren Einsendungen (z.B. Access®) zusammengetragen.

Angemessene Muster können an der Anschrift <http://environnement.wallonie.be/> in der Rubrik EAU mit einem Klick auf den Link FORMULAIRES heruntergeladen werden.

Es ist unumgänglich hinsichtlich eines jeden analysierten Parameters den Code ESO dieses Parameters zu nehmen, der in der vorschriftsmäßigen Liste der Anlage XI des Wassergesetzbuches angegeben wird.

Der Code RW des getesteten Bauwerks wird ebenfalls angegeben, wenn die Analysen bezüglich mehrerer Wasserentnahmehauwerke übermittelt werden. Dieser Code ist auf einfache Anfrage an der Anschrift DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be erhältlich.

d) Datenübertragung

Siehe Abschnitt 3

ABSCHNITT 3: DATENÜBERTRAGUNG

Die Dateien werden spätestens am 31. März des Jahres, das auf die Messungen oder Analysen folgt, per E-Mail an die Anschrift DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be gesandt.

Der Eingang der per E-Mail eingesandten Ergebnisse wird von der Verwaltung innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Einsendung bestätigt.

Jede Datei, die nicht auf diese Weise übermittelt werden kann oder deren Eingang nicht innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Einsendung per E-Mail bestätigt wurde, wird auf CD oder DVD an folgende Anschrift gesandt:

DGRNE, Direction des Eaux souterraines

Avenue Prince de Liège 15

5100 JAMBES

Die an der Messreferenz vorgenommenen Änderungen werden auf den neuesten Stand gebracht und gleichzeitig mit der jährlichen Übertragung der Dateien gemeldet.

In einzelnen Fällen und auf Antrag der Verwaltung werden die Ergebnisse der Messungen oder der Analysen an gewissen zusätzlichen Kontrollstellen der Verwaltung innerhalb des Monats übermittelt, der auf den Antrag folgt.

Die gelegentliche Einsendung einer oder mehrerer Wasseranalysen in der Form von Protokollen, die von dem akkreditierten Laboratorium ausgestellt werden, bleibt weiterhin an der oben erwähnten Anschrift zugelassen.

Namur, den 30. Oktober 2007

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

 VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2008/200086]

30 OKTOBER 2007. — Ministeriële omzendbrief nr. ESO/1/2007 voor alle exploitanten van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water (houders van een milieuvergunning voor waterwinningen van categorie B) en voor alle exploitanten van belangrijke winningen van water dat niet tot drinkwater verwerkbaar is (houders van een milieuvergunning voor winningen van categorie B van water dat niet tot drinkwater verwerkbaar is en van categorie C met een gemiddelde productie boven 1 000 m³/dag), gelegen in het Waalse Gewest

Deze omzendbrief gaat voortaan als bijlage bij elke nieuwe milieuvergunning die voor bovenbedoelde waterwinningen wordt afgegeven.

DOEL: Overmaking van milieugegevens betreffende het grondwater, het tot drinkwater verwerkbare oppervlaktewater en de zones waar de waterwinningen beschermd zijn.

Belangrijke inleidende opmerkingen:

1. Deze omzendbrief is van toepassing zodra de waterwinning in bedrijf is, zelfs als de desbetreffende milieuvergunning om welke reden ook nog niet is afgegeven.
2. De milieuvergunning kan voorzien in strengere voorschriften dan die waarin deze omzendbrief voorziet.
3. Elk volume vermeld in dit document is het jaarlijkse volume dat werkelijk wordt geproduceerd door de waterwinning en niet het toegelaten maximumvolume.

AFDELING 1: "SURVEY NITRATE"

Deze afdeling heft de omzendbrief ESO/1/2003 op en vervangt hem met het oog op een in overeenstemmingbrenging met de wijzigingen aangebracht in de bepalingen van het Waterwetboek betreffende de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. (Besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, overeenkomstig de Europese richtlijn 91/676/EEG).

De exploitanten worden erop gewezen dat ze moeten voldoen aan de bepalingen van artikel R.226. § 1, van het Waterwetboek, dat het volgende bepaalt:

Art. R. 226. § 1. Om de kwetsbare gebieden aan te wijzen, de vastgelegde lijst ervan te herzien en de doeltreffendheid van de algemene maatregelen van de daarop betrekking hebbende programma's te evalueren, wordt door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een algemene bewaking van het nitraatgehalte van het water, "survey nitrate" genoemd, georganiseerd op volgende wijze:

1° het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu legt een netwerk aan voor de monitoring van nitraat in het oppervlaktewater en in het grondwater, dat wordt aangevuld met de door de waterproducenten verstrekte gegevens;

2° onverminderd de bepalingen van afdeling 2) van deel II van bijlage IV bij het Waterwetboek, met als opschrift "Bewaking van de chemische toestand van het grondwater", verrichten de exploitanten van winningen van tot drinkwater verwerkbaar grondwater met de frequentie bedoeld in de tabel in bijlage XXVIII de analyse van representatieve monstername van ruwwater die betrekking hebben op volgende parameters: ammoniumstikstof, nitriet en nitraat (resultaten uitgedrukt in respectievelijk mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter); zij bezorgen het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, de resultaten van de analyses over één jaar uiterlijk 31 maart van het daaropvolgende jaar volgens de door de Minister voorgeschreven modaliteiten;

3° de exploitanten van winningen van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater verrichten met de frequentie bedoeld in afdeling 5) van deel I van bijlage IV bij het Waterwetboek de analyse van de representatieve monstername van ruwwater die betrekking hebben op volgende parameters: ammoniumstikstof, nitriet en nitraat (resultaten uitgedrukt in respectievelijk mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter); zij bezorgen het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, de resultaten van de analyses over één jaar uiterlijk 31 maart van het daaropvolgende jaar volgens de door de Minister voorgeschreven modaliteiten.

a. Bedoelde waterwinningen

Bedoeld worden de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water (water voor menselijk verbruik via het openbare distributienet, gebottled water, water voor de fabricage van dranken) gelegen in een kwetsbare zone, of niet gelegen in een kwetsbare zone als de milieuvergunning een bepaling bevat die betrekking heeft op de "survey nitrate".

b. Bemonsteringspunt

Voor elke waterwinning worden representatieve monsters van ruwwater genomen.

De monsters van verwerkt of bottled water kunnen beschouwd worden als representatief van ruwwater als het gaat om verwerkingen zonder noemenswaardig effect op de concentraties nitraat, nitriet en ammoniumstikstof en onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat het water van één enkele waterwinning afkomstig is.

Met één enkele waterwinning kunnen evenwel gelijkgesteld worden :

- een binnen een straal van minder dan 1 kilometer gelegen reeks putten die dezelfde waterhoudende laag solliciteren en die een exploitatiesite vormen waarvoor het geproduceerde globale volume op één enkel convergentiepunt uitkomt en gemeten wordt;
- een geheel van kleine aangrenzende bronnen bijeengebracht op één enkel convergentiepunt waar het gewonnen totaalvolume kleiner is dan 100 m³/dag.

Deze reeksen putten en gehelen van kleine naburige bronnen kunnen bovendien met één enkele waterwinning gelijkgesteld worden als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de nitraatconcentratie in elke put of bron, gemeten gedurende 4 opeenvolgende kwartalen, is lager dan 25 mg/liter;
- er kan daadwerkelijk een representatief monster van het mengsel genomen worden.

De Administratie kan, met inachtneming van de voorschriften waarin de geldende regelgevingen voorzien, een monster vragen of aannemen dat aangepast is aan bepaalde specifieke situaties inzake het bijzondere karakter van sommige waterhoudende lagen, de dichtheid van het monitoringsnetwerk of de omgeving van de waterwinningen (namelijk wanneer de aanwezigheid van een nieuwe factor die het nitraatgehalte zou kunnen wijzigen is vastgesteld).

a. Frequentie en periodiciteit van de analyses

Rekening houdend met een individueel verbruik van 100 liter per dag, is de frequentie van de analyses bedoeld in bijlage XXVIII bij het Waterwetboek minstens de volgende :

Geproduceerd watervolume in duizenden m ³ /dag	Aantal monsternemingen/jaar
lager dan 1	4
1 dan 3	8
hoger dan 3	12

De monsters worden op regelmatige tussentijden genomen; bijvoorbeeld, de frequentie van 4 monsternemingen per jaar stemt overeen met de uitvoering van één analyse elk kwartaal.

Op grond van de waargenomen resultaten kan de Administratie een vermindering van de jaarlijkse frequentie van de monsternemingen toestaan, met inachtneming van de voorschriften waarin de geldende regelgevingen voorzien. De Administratie kan bovendien buiten de kwetsbare zones een continu opvolging opleggen indien een nieuwe factor die het nitraatgehalte zou kunnen verhogen is vastgesteld.

Voor de sites die meer dan een jaar niet zijn bemonsterd wordt systematisch een reden opgegeven (einde van de waterwinning, in reserve gehouden, tijdelijke stopzetting).

Er is geen verplichting tot monsterneming voor een waterwinning buiten dienst; gravitaire waterwinningen blijven evenwel toegankelijk voor de Administratie om de bewaking desnoods te kunnen verhogen.

b. Formaat van de gegevens

Met het oog op een vlottere uitwisseling van gegevens en om tijd te besparen bij de verwerking ervan worden de meetresultaten elektronisch gecodeerd, bij voorkeur in het formaat EXCEL of in een ander compatibel formaat.

De structuur van dat type bestand EXCEL is het volgende :

Kolom	A	B	C	D (gemaskeerd)	E (gemaskeerd)	F	G	H
Naam van het veld	WINNING	CODE RW	DATUM MO	LABO	DATUM AN	NITRAAT	NITRIET	AMMONIUM
Formaat	Tekst	Voluit (7 cijfers)	Datum (dag- maand-jaar)	Tekst	Datum (dag- maand-jaar)	Aantal	Aantal	Aantal
Decimalen	-	0	-	-	-	1	2	2
Beschrijving	Gebruikelijke naam van het werk (zoals aangegeven)	Code van het werk gegeven door het DGRNE	Datum van de monsterneming	Letterwoord van het laboratorium	Datum van de analyse	Waarde gemeten in mg NO ₃ per liter	Waarde gemeten in mg NO ₂ per liter	Waarde gemeten in mg NH ₄ per liter
Voorbeeld (regel 1)	WINNING	CODE RW	DATUM MO	LABO	DATUM AN	NITRAAT	NITRIET	AMMONIUM
Voorbeeld (regel 2)	Graptontaine drainerbuis 4	6743007	02-feb-03	SWDE	03-feb-03	15,1	0,00	0,00
Voorbeeld (regel 3)	Graptontaine drainerbuis 4	6743007	04-mei-03	SWDE	05-mei-03	12,7	0,00	0,07

Kolom	A	B	C	D (gemaskeerd)	E (gemaskeerd)	F	G	H
Voorbeeld (regel 4)	Grapfontaine drai- neerbuis 4	6743007	07-aug-03	SWDE	07-aug-03	10,7	0,00	0,07
Voorbeeld (regel 5)	Grapfontaine drai- neerbuis 4	6743007	10-nov-03	ISSEP	12-nov-03	11,5	0,00	0,05
Voorbeeld (regel 6)	Enz...							

Het geschikte formulier kan op het adres <http://environnement.wallonie.be/> (rubriek EAU) gedownload worden door de link FORMULAIRES aan te klikken.

De code van het werk van het Waalse Gewest (CODE RW) stemt overeen met die uit de databanken van de Directie Grondwater. Hij is op gewoon verzoek verkrijgbaar op het adres DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

De resultaten die lager zijn dan de detectiegrenzen worden door de waarde "nul" vervangen.

De concentraties nitraat, nitriet en ammonium worden in een laboratorium gemeten door moleculaire absorptie-spectrofotometrie of aan de hand van elke andere relevante methode die door de Administratie aangenomen wordt en waarmee vergelijkbare resultaten verkregen kunnen worden; de toelaatbare maximale kwantificatiegrenzen zijn opgenomen in de tabel van bijlage XI bij het regelgevende deel van het Waterwetboek.

De exploitant kan één enkele tabel uitwerken voor al zijn werken of, als het aantal werken niet overdreven is, één berekeningsblad per werk gebruiken (in dit geval is het aanbevolen de historiek van de resultaten te bewaren).

Het spreekt vanzelf dat de exploitant een codeerschema of -programma mag uitwerken zoals hij het wenst op voorwaarde dat het met het hierboven omschreven formaat compatibel is, mits een minimum hantering.

c. Overmaking van de gegevens aan de Administratie

Zie Afdeling 3

AFDELING 2 : ALGEMENE MONITORING

Deze afdeling voorziet in de modaliteiten voor de inzameling van de milieugegevens vereist krachtens de artikelen 43bis en volgende van het Waterwetboek (besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2007 betreffende de monitoring van de toestand van het tot drinkwater verwerkbaar water, van het grondwater en van sommige beschermde gebieden, overeenkomstig de Europese richtlijn 2000/60/EG tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid) en voor de overmaking ervan aan de Administratie.

De exploitanten worden erop gewezen dat ze moeten voldoen aan de bepalingen van artikel R.43bis van het Waterwetboek, namelijk :

Art. R.43bis. Wat de monitoring van het grondwater betreft, hebben de vereiste gegevens twee herkomsten :

- het producentennetwerk, samengesteld uit de controlesites waarvan de opvolging te beurt valt van bepaalde houders van waterwinningen en waarvan de resultaten regelmatig overgemaakt worden aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water; de controle geldt voor elke in bedrijf zijnde winning van tot drinkwater verwerkbaar grondwater waarvan het geproduceerde jaarlijkse volume de drempel van 36 500 m³ (dagelijks gemiddelde van 100 m³) overschrijdt, en voor elke in bedrijf zijnde winning van water dat niet tot drinkwater verwerkbaar is waarvan het geproduceerde jaarlijkse volume de drempel van 365 000 m³ (dagelijks gemiddelde van 1 000 m³) overschrijdt. De verplichting tot uitvoering van analyses is van toepassing vanaf het jaar dat volgt op de overschrijding van de vorige of de hieronder vermelde drempel en wordt niet opgeschort als de milieuvergunning voor de waterwinning niet wordt afgegeven;

- het patrimoniale netwerk, samengesteld uit de controlesites waar piëzometers gevestigd zijn, alsook bronnen of andere categorieën waterwinningen dan die bedoeld in de vorige paragraaf; overeenkomstig artikel D.20 kan de opdracht tot exploitatie van het patrimoniale netwerk aan een instelling toegewezen worden op basis van een bestek dat de Minister vastlegt op voorstel van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water.

Het hoofdmonitoringsnet, dat representatief is van de grondwaterlichamen, wordt vanaf de beschikbare sites en op grond van de aldus ingezamelde gegevens door de specialisten in de hydrogeologie ontworpen zodat :

- een betrouwbare raming van de kwantitatieve staat van alle grondwaterlichamen of groepen grondwaterlichamen verstrekt kan worden, met inbegrip van een raming van de hulpbronnen beschikbaar inzake grondwater;

- een samenhangend en globaal beeld van de chemische staat van de grondwaterlichamen van elk stroomgebied gegeven kan worden en zodat opgespoord kan worden of de door de menselijke activiteit veroorzaakte verontreiniging neiging heeft om toe te nemen op lange termijn.

Dat netwerk en de methodologie die nodig is om het te ontwerpen worden goedgekeurd door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water.

De overheid van het stroomgebied voegt bij het beheersplan één of meer kaarten waarop het hoofdnetwerk van de grondwatermonitoring aangegeven wordt.

De controlesites die niet weerhouden worden voor het hoofdnetwerk worden gebruikt voor aanvullende of onderzoekscontroles, namelijk voor de beoordeling van de staat van de beschermde zones, de waarneming van bijzondere plaatselijke toestanden en de monitoring van de ingedeelde inrichtingen.

De inhoud, de procedures en de technische bepalingen die nodig zijn voor de grondwatermonitoring liggen vast in bijlage IV.II bij het Waterwetboek, waaraan de voorwaarden eigen aan elke milieuvergunning voor waterwinning voortaan moeten voldoen.

Deze omzendbrief voorziet in de modaliteiten voor de overmaking van de resultaten overeenkomstig

- punt e) van bijlage IV.II 1) Monitoring van de kwantitatieve staat van het grondwater :

e) Overmaking van de resultaten

...

De resultaten van het producentennet worden voor elk jaar waarin metingen zijn uitgevoerd door elke producent uiterlijk 31 maart van het volgende jaar aan de bevoegde administratie overgemaakt op de wijze die de Minister bepaalt.

De resultaten van bepaalde bijkomende controlesites die in het monitoringsnetwerk geselecteerd worden, worden op verzoek van de bevoegde administratie door de producent of de toezichthoudende instelling overgemaakt binnen de maand na het verzoek.

- punt *e*) van bijlage IV.II 2) Monitoring van de chemische staat van het grondwater :

e) Overmaking van de resultaten

....

De resultaten van het producentennet worden voor elk jaar waarin een controle is uitgevoerd door elke producent uiterlijk 31 maart van het volgende jaar aan de bevoegde administratie overgemaakt op de wijze die de Minister bepaalt.”

AFDELING 2.1 : Gegevens betreffende de kwantitatieve staat

In deze afdeling wordt een geheel van waterwinningen betreffende dezelfde goedgekeurde of in project zijnde afgelegen preventiezone die een technische productie-eenheid (winningsstelsel genoemd) vormt met één enkele waterwinning gelijkgesteld.

2.1.1. Piëzometrische meting

Elke niet gravitaire waterwinning of groep van niet gravitaire waterwinningen, met inbegrip van een put die op dezelfde site met een galerij verbonden is, met een opgenomen volume van 1 000 m³/dag of meer, is het voorwerp van minstens een maandelijks piëzometrische monitoring vanaf werken voorgesteld door de producent en aangenomen door de Administratie.

a) Referentie van de meting

Voor elk werk dat voor de piëzometrie gebruikt wordt, wordt de waterdiepte gemeten t.o.v. een meetmerk (afgekort RM). Dat meetmerk is in de hoogte gekend en goed geïdentificeerd in een korte omschrijving (rand van de stalen buis, rand van de PVC-buis, putrand, bovenste merk van een betonnen vloerplaat, hoekstaal, bodem, enz.).

De te verstrekken hoofdgegevens m.b.t. de referentie van de meting voor elk piëzometrisch werk zijn :

- De beschrijving van het meetmerk;
- De hoogte van het meetmerk (uitgedrukt in meters en centimeters);

De datum vanaf dewelke het meetmerk gebruikt wordt of de geldigheidsdatum van het meetmerk.

Het meetmerk wordt op de site geïdentificeerd door een kleurenmarkering of een stempel, een plaatje of elk ander zichtbaar middel aangebracht zodat een derde eenduidig een niveaumeting kan doorvoeren.

De gegevens betreffende de meetreferentie tot de piëzometer worden opgenomen in een bestand, bij voorkeur in het formaat EXCEL of in een ander compatibel formaat. Het bestand heeft de vorm van een tabel (één regel per werk) en onderstaande structuur :

Kolom	A	B	C	D	E	F	G	H	I
<i>Naam van het veld</i>	PIËZO METER	CODE RW	X	Y	5° BEHEER- DER	OMSCHRIJ- VING RM	GELDIG- HEIDS DATUM	HOOGTE RM	OPMER- KINGEN
<i>Formaat</i>	Tekst	Tekst (10 letter tekens)	Voluit (6 cijfers)	Voluit (6 cijfers)	Tekst	Tekst	Datum (dag- maand- jaar)	Aantal	Tekst
<i>Decimalen</i>	-	-	0	0	-	-	-	2	-
<i>Beschrijving</i>	Gebruike- lijke naam van het werk	Code van het werk	Coördina- ten Lam- bert en X	Coördina- ten Lam- bert en X	Letter- woord van de beheer- der van de piëzome- ter	Korte omschrij- ving van de aard van de RM	Geldig- heids datum van de RM	Waarde gemeten in meters, centi meters	Opmerkin- gen
<i>Voorbeeld (regel 1)</i>	PIËZO METER	CODE RW	X	Y	5° BEHEER- DER	OMSCHRIJ- VING RM	GELDIG- HEIDS DATUM	HOOGTE RM	OPMER- KINGEN
<i>Voorbeeld (regel 2)</i>		37/4/3/007	166481	130052	UCL	Bovenste rand betonnen vloerplaat op de bodem van de put	03-feb-03	151,12	
<i>Voorbeeld (regel 3)</i>		67/4/3/007	170836	131197	UCL	Bovenkant PVC buis	05-jun-03	225,73	
<i>Voorbeeld (regel 4)</i>		47/5/3/004	200225	93170	UCL	Bovenste rand van de hoeks- taal van de inspectie- put	04-okt-03	59,55	

Een geschikt formulier kan op het adres [#### b\) Niveaumetingen](http://environnement.wallonie.be/(rubriek EAU) gedownload worden door de link FORMULAIRES aan te klikken.</p>
</div>
<div data-bbox=)

De meting van de diepte van het grondwater is de waarde die aan de Administratie overgemaakt moet worden. Ze wordt verkregen door de diepte van het water te meten vanaf het meetmerk van het werk omschreven in het vorige punt. Deze waarde wordt in meters en centimeters uitgedrukt.

- Als de maatregel manueel uitgevoerd wordt (meest voorkomend geval), worden de dieptegegevens opgenomen in een bestand, bij voorkeur in het formaat EXCEL of in een ander compatibel formaat. Het bestand heeft de vorm van een tabel (één regel per meting) en onderstaande structuur :

Kolom	A	B	C	D
Beschrijving	Code van het werk gegeven door het DGRNE	Datum van de meting	Waarde van de waterdieptemeting	Meetwijze* S voor manuele meting
Formaat	Tekst (10 letter tekens)	Datum (dag-maand-jaar)	Aantal	Tekst (1 letterteken)
Decimalen	-	-	2 (de decimal separator is de komma)	-
Voorbeeld (regel 1)	58/3/1/002	31/03/2007	65,38	S
Voorbeeld (regel 2)	58/3/1/002	31/04/2007	65,32	S
Voorbeeld (regel 3)	58/3/1/002	31/05/2007	65,28	S
Voorbeeld (regel 4)	37/4/8/014	31/03/2007	12,95	S
Voorbeeld (regel 5)	37/4/8/014	31/04/2007	12,86	S

(*) C : automatische meting (per detector bijvoorbeeld) - L : semi-automatische meting (per limnograaf bijvoorbeeld).

De Code RW van het gemeten werk wordt systematisch gebruikt en is op gewoon verzoek verkrijgbaar op het adres DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

Voorbeeld van te verstrekken bestand Excel (randen zijn niet toegelaten!) :

46/5/3/041	15/07/1995	6,47	S
46/5/3/041	15/09/1995	6,52	S
46/5/3/041	15/10/1995	6,50	S
45/4/9/058	10/03/1994	11,67	S
45/4/9/058	10/05/1994	11,66	S
45/4/9/058	15/06/1994	11,65	S
45/4/9/058	15/07/1994	11,62	S

Als de meting voortkomt uit een automatisch verwervingssysteem (meting uitgevoerd met een drukdetector bijvoorbeeld), worden de in waterdiepten geëxtrapolerde brutowaarden vereist. Het bestand wordt overgemaakt in het formaat TEKST en is compatibel met de toepassing Piéz'Eau van de Administratie, die de producent van gegevens desnoods informatie verstrekt over de structuur en het formaat dat voor dat type bestand vereist wordt.

c) Overmaking van de gegevens

Zie Afdeling 3

2.1.2. Metingen van de debieten aan het ontspringingspunt

Krachtens bijlage IV.II 1) c) bij het Waterwetboek gelden deze maatregelen voor gravitaire waterwinningen van meer dan 2 920 000 m³/jaar. Voor deze laatste worden de waterniveaumetingen bij de winning vervangen door metingen van het debiet van het grondwater dat globaal ontspringt op de site, waarbij het debiet in dit geval een veel representatievere parameter van de kwantitatieve staat van een waterlaag is dan het niveau.

Deze metingen beogen een betere kennis van de verhouding tussen de opgenomen en de weggevoelde ondergrondse hulpbron, rekening houdend met de bijdrage van die hulpbron tot de handhaving, ja zelfs het verkrijgen, van de goede staat van het oppervlaktewater. Daarnaast moeten die metingen een betere afbakening van de chemische monitoring mogelijk maken, zowel van het grondwater als van het geassocieerde oppervlaktewater.

Dat type monitoring kan slechts toegepast worden in sites waar de debieten technisch gezien met een voldoende representativiteit, precisie en nauwkeurigheid gemeten kunnen worden. De Administratie zal de uitvoerbaarheid en de relevantie van die metingen naargelang van het geval beoordelen.

De waterlichamen die voornamelijk in aanmerking komen bevatten voldoende geconcentreerde ontspringingspunten met een aanzienlijk debiet, met name hoofdzakelijk de waterlichamen die gecarbonateerde waterhoudende lagen bevatten, die vaak gedraineerd zijn door karstkanalen.

In voorrangsvolgorde en al naargelang van de mogelijkheden hebben de debietmetingen betrekking op :

- het geheel van het ontspringingspunt stroomopwaarts de waterwinning, voor zover het ontspringingspunt hoog genoeg ligt t.o.v. de ontvangende waterloop om tijdens de metingen elke interferentie te voorkomen en voor zover de afvloeiing voldoende gekanaliseerd is om gemeten te worden;
- het overtollige van de waterwinning als het toegankelijk is en het debiet ervan dat gemeten kan worden zonder risico van interferentie met de ontvangende waterloop;
- de ontvangende waterloop stroomafwaarts het ontspringingspunt, voor zover dit laatste op noemenswaardige wijze bijdraagt in het debiet. Te dien einde zal voordeel gehaald worden uit de bestaande stations van het limnimetrische netwerk AQUALIM beheerd door het DGRNE.

De verborgen ontspringingspunten gelegen onder het waterniveau van de grote waterlopen kunnen in principe niet het voorwerp uitmaken van de hierboven aanbevolen metingen.

a) Meettechnieken

De debieten worden gemeten door automatische stations voorzien van drukdetectors, met ijking, wat de debieten betreft, van de gemeten niveaus, door punctuele metingen, hetzij d.m.v. een micromolentje of een stroommeter, hetzij dankzij de installatie van de overlaatdrempels of overlaten met dunne wand.

In elk geval dient een vaste limnietrische schaal bovendien als referentie.

Er worden minimum 6 ijkingen per jaar uitgevoerd, optimaal verspreid in het gamma van de debieten van het ontspringingspunt. Het eerste jaar worden evenwel minimum 12 ijkingen uitgevoerd.

Minstens één keer per maand wordt controle uitgeoefend op de werking van de stations, al dan niet gepaardgaand met de lijst van de gegevens; elke stoornis wordt onmiddellijk aan de Administratie meegedeeld.

Maandelijks of seizoengebonden punctuele ijkingen, al naar gelang van het geval, worden desgevallend gevraagd voor ontspringingspunten waarvan de debietvariëaties zich daartoe lenen en waarvoor het totstandbrengen van automatische stations dus niet gegrond is.

De techniek voor de meting van de debieten wordt gekozen in samenspraak met de Administratie, die de producent desgevallend kan bijstaan bij het totstandbrengen van de stations of alternatieve meettechnieken kan voorstellen (debietmeters, ijkingen door chemische dilutie...).

b) Frequentie van de automatische metingen

De automatische metingen worden verkregen met een maximale drempel van 10 minuten.

c) Formaat van de gegevens

Zodra de metingen operationeel zijn, moet de producent de Administratie regelmatig drie soorten elektronische bestanden bezorgen, met de volgende gegevens :

- jaarlijks, bij elke wijziging of op verzoek van de Administratie, een bestand met de beschrijving van elk station (formaat WORD of EXCEL), waarin de volgende gegevens voorkomen :

CAPTAGE De gebruikelijke naam van het werk (zoals aangegeven)

CODE RW De door het DGRNE gegeven code van het werk

TECHNIQUE M Een uitvoerige beschrijving van de meetplaats en van de techniek aangewend om de debieten te verkrijgen (met inbegrip van de beschrijving van het meetmerk, de dimensionering en de positionering van de overlaten, elke wijziging die het station heeft ondergaan, enz...)

DATE DEBUT De datum van de aanvang van de metingen of de datum van elke wijziging

ALT RM Desgevallend de hoogte van het meetmerk

PAS De drempel van de verwerving van de metingen

- jaarlijks of op verzoek van de Administratie, een bestand met de beschrijving van elke punctuele ijking (formaat WORD of EXCEL), waarin de volgende gegevens voorkomen :

CAPTAGE De gebruikelijke naam van het werk (zoals aangegeven)

CODE RW De door het DGRNE gegeven code van het werk

TECHNIQUE Q Een uitvoerige beschrijving van de ijkmethode (met inbegrip van de apparatuur, en de methode voor de berekening van het debiet)

DATE Q De datum van de ijking

HEURE1 Q Het uur van de aanvang van de ijking

HEURE2 Q Het uur van het einde van de ijking

NIV1 Het waterniveau t.o.v. het merkteken aan het begin van de ijking, in m

NIV2 Het waterniveau t.o.v. het merkteken aan het einde van de ijking, in m

Q Het gemeten of berekende debiet, uitgedrukt in m³/s

Voor ijkingen met micromolentje of stroommeter worden bovendien de volgende gegevens vereist :

- De breedte van de gemeten sectie (m)
- Voor elke loodlijn, de afstand en de diepte (m)
- Voor elke meethoogte langs elke loodlijn, de snelheid (m/s)
- Voor de automatische stations, jaarlijks of op verzoek van de Administratie, een bestand (formaat CSV of compatibel EXCEL) bevattende 3 kolommen gescheiden door punt-komma's met, in de eerste kolom de datum en het uur van de meting volgens het standaardformaat "jj/mm/aaaa hh:mm", in de tweede kolom, indien beschikbaar, het waterpeil gemeten t.o.v. het merkteken uitgedrukt in m volgens het formaat "#,###" en, in de derde kolom, het berekende debiet, uitgedrukt in m³/s volgens het formaat "#,###". Voorbeeld

Datum; uur; niveau; debiet

01/12/2007 12 :00;1.151;1.243

01/12/2007 12 :10;1.152;1.245

01/12/2007 12 :20;1.157;1.251

15/12/2007 18 :00;1.241;1.522

15/12/2007 18 :10;1.245;1.541

d) Overmaking van de gegevens

Zie Afdeling 3

AFDELING 2.2 : Gegevens betreffende de chemische staat (wateranalyses)**a) Bemonsteringspunt**

Ter herinnering : het monster moet representatief van het ruwwater zijn en in principe genomen worden tussen het waterwinningswerk en de ingang van de eventuele verwerkingsinstallatie of van het waterwinningsreservoir.

De monsternemingen aan de uitgang van de installaties voor eenvoudige verwerking of aan het begin van de toevoerleidingen of distributienetwerken worden toegelaten voor het meten van de parameters waarvan de waarde niet dreigt gewijzigd te worden door deze verwerkingen of door transit in de leidingen en reservoirs, zoals mineralisatie (hoofdionen) en pesticiden.

Het bemonsterde water is afkomstig van één enkele waterwinning, die waarop de verplichting betrekking heeft.

Met één enkele waterwinning kunnen evenwel gelijkgesteld worden :

- een binnen een straal van minder dan 1 kilometer gelegen reeks putten die dezelfde waterhoudende laag solliciteren en die een exploitatiesite vormen waarvoor het geproduceerde globale volume op één enkel convergentiepunt uitkomt en gemeten wordt;
- een geheel van aangrenzende gravitaire waterwinningen gelegen in dezelfde goedgekeurde of in project zijnde afgelegen preventiezone die een technische productie-eenheid (winningsstelsel genoemd).

Bovendien kunnen deze reeksen putten en gehelen van aangrenzende gravitaire waterwinningen gelijkgesteld worden met één enkele waterwinning als de twee volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de concentratie van elke pesticide in elke put of bron, gemeten gedurende 3 opeenvolgende jaren, heeft waarden die lager zijn dan 50 ng/liter;
- er kan een representatief monster van het mengsel genomen worden.

b) Frequentie en periodiciteit van de analyses

Dit punt wordt uiteengezet in bijlage IV.II. 2) bij het Waterwetboek. Er wordt erop gewezen dat de nieuwe monitoringscyclussen een duur van 3 in plaats van 4 jaar zullen hebben.

Elke houder kan op gewoon verzoek op het adres DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be de lijst verkrijgen van zijn waterwinningen waarvoor monitoring vereist wordt met de grondwaterlichamen waarop ze betrekking hebben.

De lijst van de waterwinningen die deel uitmaken van het hoofdmonitoringsnet bedoeld in de kaderrichtlijn inzake het waterbeleid en die dus het voorwerp kunnen uitmaken van een regelmatigere monitoring, die operationele monitoring genoemd wordt, ligt ter inzage op :

http://environnement.wallonie.be/directive_eau/pg_menu/ps.asp

c) Formaat van de gegevens

Vanaf 3 wateranalyses worden de gegevens verzameld in de vorm van een spreadsheetbestand (bijv. Excel®) of van een databasis voor omvangrijkere verzendingen (bijv. Access®).

Geschikte modellen kunnen op het adres [http://environnement.wallonie.be/\(rubriek EAU\)](http://environnement.wallonie.be/(rubriek EAU)) gedownload worden door de link FORMULAIRES aan te klikken.

Tegenover elke geanalyseerde parameter moet gebruik gemaakt worden van de desbetreffende Code ESO die voorkomt op de reglementaire lijst van bijlage XI bij het Waterwetboek.

De Code RW van het bemonsterde werk wordt ook gebruikt bij overmaking van analyses die betrekking hebben op verschillende winningswerken. Deze code is op gewoon verzoek verkrijgbaar op het adres DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

d) Overmaking van de gegevens

Zie Afdeling 3

AFDELING 3 : OVERMAKING VAN DE GEGEVENS

De gegevensbestanden worden uiterlijk 31 maart van het jaar na de metingen of analyses per email overgemaakt aan het adres DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

De Administratie bericht binnen vijftien dagen ontvangst van elke verzending van resultaten per email.

Elk bestand dat niet op die wijze verstuurd kan worden of dat niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een bericht van ontvangst binnen twee weken na verzending wordt op CD of DVD gericht aan :

DGRNE, Direction des Eaux souterraines

Avenue Prince de Liège 15

5100 Jambes

De wijzigingen die de meetreferentie ondergaat worden bijgehouden en samen met de jaarlijkse overmaking van de bestanden meegedeeld.

De resultaten van de metingen of van de analyses uitgevoerd op bepaalde bijkomende controlesites worden punctueel aan de Administratie overgemaakt op haar verzoek en binnen de maand na het verzoek.

Het is nog steeds mogelijk om één of verschillende wateranalyses per jaar in de vorm van de door het geaccrediteerde laboratorium uitgebrachte protocollen aan voornoemd adres te richten.

Namen, 30 oktober 2007.

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

AGENDA'S — ORDRES DU JOUR

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

[C – 2008/20003]

Plenaire vergadering

Agenda

Vrijdag 18 januari 2008, om 9 u. 30 m. en om 14 u. 30 m.

(Zaal van de plenaire vergaderingen, Lombardstraat 69)

1. Installatie en eedaflegging van twee nieuwe leden van het Parlement

2. Inoverwegingen

— Voorstel van resolutie (van Mevr. Michèle Hasquin-Nahum en de heer Olivier de Clippele) om asbakken te plaatsen op de vuilnisbakken langs de gewestwegen en voor de gebouwen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Voorstel van ordonnantie (van de heer Olivier de Clippele, Mevr. Françoise Schepmans en de heer Serge de Patoul) tot aanpassing van de tarieven van de successierechten aan de evolutie van de vastgoedprijzen.

3. Ontwerpen van ordonnantie

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2008/20003]

Séance plénière

Ordre du jour

Vendredi 18 janvier 2008, à 9 h 30 m et à 14 h 30 m

(Salle des séances plénières, rue du Lombard 69)

1. Installation et prestation de serment de deux nouveaux membres du Parlement

2. Prises en considération

— Proposition de résolution (de Mme Michèle Hasquin-Nahum et M. Olivier de Clippele) en vue d'installer des cendriers sur les poubelles se trouvant sur les voiries régionales et devant les bâtiments de la Région de Bruxelles-Capitale.

— Proposition d'ordonnance (de M. Olivier de Clippele, Mme Françoise Schepmans et M. Serge de Patoul) adaptant les barèmes des droits de succession à l'évolution des prix de l'immobilier.

3. Projets d'ordonnance